

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Tricastin-l%C2%B9arret-des-reacteurs-fait-encore>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue de presse > **Tricastin : l'arrêt des réacteurs fait encore débat**

8 décembre 2017

Tricastin : l'arrêt des réacteurs fait encore débat



La Cligeet s'est réunie hier sous la direction de sa présidente, Marie-Pierre Mouton, en présence de la sous-préfète de Nyons Christine Bonnard et Marie Thomines, chef de la

division de Lyon à l'ASN. Photo DL/B.C.

Comme prévu, le sujet a été au cœur des échanges hier, en préfecture de Valence, lors de la réunion de la Commission locale d'information sur les grands équipements énergétiques du Tricastin (Cligeet). Mais, alors que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a autorisé EDF à relancer les réacteurs de la centrale drômoise, lundi, c'est plutôt les raisons qui ont poussé à leur arrêt qui ont animé les débats.

La décision avait été prise le 27 septembre par l'ASN, face au risque de rupture d'une portion de la digue Donzère-Mondragon en cas de séisme majeur, avec possibilité d'inondation des installations et de fusion du combustible nucléaire. « Comment a-t-on pu en arriver là ? », a interrogé Alain Pécherand, représentant de la CGT. « Les travaux auraient-ils pu être faits plus tôt pour éviter cet arrêt de la centrale ? » a demandé de son côté Stéphane Popoff, de Force ouvrière, regrettant « l'émotion et les réactions provoquées par cette histoire dans le bassin du Tricastin ».

Pascal Buland, de la Société française d'énergie nucléaire (Sfen) a regretté de son côté la décision de l'ASN qui « a fragilisé l'approvisionnement énergétique de la France », avec des conséquences économiques fortes « puisqu'il a fallu aller acheter de l'électricité à l'étranger ». Tout en demandant clairement au gendarme du nucléaire français, vu la probabilité des séismes étudiés : « Trop de sûreté ne tue-t-elle pas la sûreté au final ? »

Marie Thomines, chef de la division de Lyon à l'ASN, a rappelé que la décision prise l'avait été « au vu des conséquences inacceptables qu'un tel événement pouvait avoir, aussi peu probable soit-il. Nous avons pensé qu'il était mieux de mettre les réacteurs dans l'état le plus sûr possible durant les travaux effectués par EDF, c'est-à-dire à l'arrêt. »

Une prochaine série de travaux prévue sur la digue d'ici 2020

De son côté, Cédrick Hausseguy, directeur de la centrale du Tricastin, a rappelé la position qui avait été la sienne et celle d'EDF depuis le départ : « L'arrêt des réacteurs n'était selon nous pas nécessaire et nous ne partagions pas l'avis de l'ASN. Pour autant, l'autorité est souveraine, donc la décision a été respectée. »

Après avoir investi 3 millions d'euros dans le chantier de renforcement de la portion de digue concernée sur le canal Donzère-Mondragon, le directeur du CNPE Tricastin a par ailleurs annoncé qu'une nouvelle série de travaux serait menée d'ici 2020. Travaux qui permettront de satisfaire aux évaluations de sécurité dites "post-Fukushima", qui prennent en compte l'analyse du retour d'expérience de l'accident de Fukushima, au Japon, après le séisme et le tsunami de 2011.

Par Baptiste CAMILLERI

Source : France Bleu Drôme-Ardèche (8/12/2017)

<https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/arret-des-reacteurs-de-tricastin-plus-de-200-millions-de-manque-a-gagner-pour-edf-1512670987>

Arrêt des réacteurs de Tricastin : plus de 200 millions de manque à gagner pour EDF

Par Pierre-Jean Pluvy , France Bleu Drôme-Ardèche

Le directeur de la centrale nucléaire de Tricastin a fait savoir jeudi que l'arrêt des quatre réacteurs pendant deux mois cet automne a entraîné un manque à gagner pour EDF de plus de 200 millions d'euros.

EDF continue à penser que l'arrêt des quatre réacteurs de la centrale de Tricastin pendant les travaux n'était pas nécessaire. Et l'autorité de sûreté nucléaire -qui a le dernier mot dans ce domaine- explique que les conséquences d'un séisme pendant les travaux auraient été dramatiques.

Une note de plus de 200 millions d'euros

Le directeur de la centrale de Tricastin a donc lâché ce chiffre en redisant son opposition à cet arrêt. Au printemps dernier, EDF constate qu'une partie de la digue du canal de Donzère/Montdragon, géré par la Compagnie Nationale du Rhône pourrait céder en cas de séisme particulièrement puissant. EDF est donc sommé de faire des travaux de renforcement de cette digue. Et l'ASN, l'autorité de sûreté nucléaire ordonne pendant les travaux l'arrêt des quatre réacteurs de la centrale. **Ce sont 6 milliards de kilowatt/heure qui ne seront pas envoyés sur le réseau électrique français.** C'est la consommation de l'agglomération lyonnaise pendant deux mois. Les travaux ont coûté trois millions d'euros. Mais le manque à gagner pour EDF dépasse les deux cents millions d'euros.

Un redémarrage progressif

Le réacteur N°1 a redémarré le lundi 4 décembre. Les réacteurs N°3 et 4 redémarreront dans les jours qui viennent. Le réacteur N°1 sera à nouveau couplé au réseau électrique français à la fin du mois de décembre pour des raisons de maintenance.